

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1905.

Proposition de loi modifiant le tarif des douanes et établissant un droit d'entrée sur les houblons étrangers.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Depuis longtemps les agriculteurs réclament l'établissement d'un droit d'entrée sur les houblons étrangers.

En séance du 19 février 1902, la Société centrale d'agriculture de Belgique, après avoir entendu le rapport du baron L. Bethune sur la question, adopta à l'unanimité les conclusions suivantes formulées par M. le professeur Leplae :

- « La Société centrale d'Agriculture de Belgique ;
- » Considérant la situation très défavorable de la culture houblonnière belge, en présence de l'admission en franchise de tous droits, des houblons étrangers ;
- » Considérant les fortes dépenses entraînées par la culture du houblon, et les efforts accomplis dans toutes les régions houblonnières de Belgique, pour améliorer la culture du houblon ;
- » Considérant le total élevé des salaires payés par la culture houblonnière, et dont profite largement la population ouvrière et pauvre des régions houblonnières ;
- » Considérant la faible proportion des bières belges dont la fabrication exige des houblons étrangers ;
- » Considérant que le gouvernement peut aisément compenser les droits à établir éventuellement sur les houblons et sur les malts, en élevant le droit d'entrée sur les bières étrangères ;
- » Considérant surtout les droits élevés dont le houblon a été frappé en France et le droit encore plus élevé dont on propose le vote en Allemagne ;
- » Demande au Gouvernement de reviser les lois existantes établissant la

libre entrée des houblons en Belgique, et de frapper d'un droit suffisant les houblons étrangers. »

Le rapport du Conseil supérieur de l'agriculture qui, dans la session de 1902, a examiné la question, conclut également qu'« il convient de frapper les houblons d'un droit de 25 francs les 100 kilogrammes, au moins ».

D'autre part, de très nombreuses pétitions adressées à la Législature, ont réclamé la libre entrée de nos houblons dans les pays étrangers, ou, à défaut de cette libre entrée, l'établissement d'un droit d'entrée sur les houblons étrangers.

Le 8 août 1901, l'honorable M. Féron, faisant rapport à la Chambre sur une pétition d'habitants d'Assche, présentée le 15 mai 1901, en vue d'obtenir notamment la libre entrée des houblons belges dans les pays voisins, disait :

« Il serait désirable qu'il pût être fait droit aux demandes du Comice agricole d'Assche. La culture du houblon en Belgique se trouve, en effet, placée dans des conditions particulièrement désavantageuses.

» Tandis que les houblons étrangers entrent dans notre pays en franchise de droits, les houblons belges sont grevés, à l'entrée en Allemagne, d'un droit de 14 Mark ou fr. 17.50 par 100 kilogrammes.

» A l'entrée en France, le droit est de 30 francs.

» L'inégalité est criante. »

En séance du 7 mai 1905, notre regretté collègue, M. Bauduin, faisait de même rapport, au nom de la Commission permanente de l'industrie, sur de nombreuses pétitions adressées à la Chambre des Représentants, par les cultivateurs et les comices agricoles intéressés, pour demander l'établissement d'un droit d'entrée sur les houblons étrangers, et sur les pétitions de brasseurs protestant contre ce même droit d'entrée. Dans ce document, M. Bauduin conclut comme suit :

« La conclusion finale est donc que, indépendamment de l'effort qui s'impose à nos producteurs de houblon pour améliorer eux-mêmes leur situation par l'amélioration de leurs produits, et reconquérir ainsi les débouchés libres qu'ils ont perdus, il est du devoir du Gouvernement, dans la négociations de ses traités de commerce, de défendre énergiquement les intérêts de la culture houblonnière. Nous avons peine à croire que l'Allemagne, qui, à elle seule, importe presque tous les houblons introduits en Belgique, puisse avoir la prétention de frapper nos importations chez elle d'un droit prohibitif presque égal à la valeur du produit frappé; or, il faut remarquer que le tarif voté en Allemagne n'est pas un minimum et n'empêche point la conclusion d'un tarif conventionnel réduit.

» C'est non pas dans un sens favorable à l'établissement d'un droit d'entrée en Belgique, mais avec la pensée que le Gouvernement doit faire les plus grands efforts pour obtenir la libre entrée du houblon belge en Allemagne, que nous vous proposons de renvoyer les pétitions qui nous sont soumises à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture. »

En séance du 22 mai 1905, MM. De Backer et Daens ont déposé un projet de loi établissant « qu'il sera perçu sur les houblons étrangers un droit égal » à celui dont est frappé le houblon belge ».

La section centrale chargée de l'examen de ce projet de loi, le rejeta, et le rapport de l'honorable M. Verhaegen conclut, à peu de chose près, dans les mêmes termes que M. Beauduin.

« Quant au prochain traité de commerce avec l'Allemagne, dit M. Verhaegen, la section centrale exprime le vœu que la question des droits sur les houblons y soit réservée et fasse l'objet d'arrangements ultérieurs et spéciaux entre les deux pays. Elle espère, en outre, que le Gouvernement, fort de l'équité de pareille demande, parviendra à obtenir de nos puissants voisins qu'ils renoncent à percevoir des droits d'entrée sur le houblon belge.

» L'Allemagne, produisant des houblons de qualité généralement supérieure à celle des houblons belges, n'a pas à redouter notre concurrence, et n'a pas besoin d'élever des barrières contre l'invasion de son territoire par nos produits.

» La section centrale estime que, si la question des droits d'entrée sur les houblons belges en Allemagne peut être traitée séparément, et ne pas faire l'objet d'un compromis d'ensemble, qui serait ou paraîtrait conclu sur le dos de nos cultivateurs de houblon, la situation des négociateurs belges sera plus forte vis-à-vis des négociateurs allemands.

» La crainte de l'adoption par la Belgique d'un régime de réciprocité douanière, aboutirait peut-être à la suppression des droits sur les houblons belges à l'entrée en Allemagne. »

Sur la proposition qui en fut faite en séance de la Chambre du 8 juillet 1905, par M. Woeste, M. le Ministre de l'Agriculture, par un arrêté du 28 décembre 1905, institua une commission chargée de rechercher toutes les mesures de nature à améliorer la condition des cultivateurs de houblon. Cette commission, présidée par M. De Bruyn, a fait d'excellente besogne, notamment au point de vue du perfectionnement de la culture, de la classification de nos produits indigènes, et du rétablissement de la confiance entre producteurs et consommateurs.

Le rapport présenté par la commission, le 30 novembre 1904, réserve la question douanière.

Toutefois, ce document constate que, lors des enquêtes entreprises dans les centres houblonniers, les cultivateurs ont réclamé l'entrée en franchise de nos houblons dans les pays étrangers, tout au moins la diminution des droits perçus par ces pays, sinon, la réciprocité.

Le traité de commerce du 22 juin 1904 entre la Belgique et le Zollverein donne une satisfaction partielle aux vœux ci-dessus exprimés. Tandis que le traité du 6 décembre 1891 consacrait conventionnellement la perception d'un droit de fr. 17.50 sur nos houblons à l'entrée en Allemagne, et la libre entrée du houblon allemand en Belgique, le nouveau traité du 22 juin 1904 réserve la liberté des deux pays, tout en leur assurant le bénéfice réciproque de la clause de la nation la plus favorisée.

Il résulte de ce qui précède, d'une part, que les houblons belges paieront à l'entrée en Allemagne, non le droit du tarif général, mais le droit réduit du tarif conventionnel concédé à la nation la plus favorisée, en l'espèce l'Autriche-Hongrie, soit 20 marks ou 25 francs; d'autre part, que l'établissement d'un tarif de réciprocité pure et simple, tel qu'il est proposé par MM. Daens et De Backer, à le supposer réalisable en principe, conduirait en fait à la consolidation de la libre entrée générale des houblons étrangers, précisément en vertu de sa combinaison avec la clause de la nation la plus favorisée.

Pour donner une satisfaction sérieuse aux revendications des planteurs, il est donc indispensable d'établir un droit d'entrée fixe sur le houblon, et son succédané, la lupuline.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

Après mûre délibération, les soussignés croient pouvoir s'arrêter au chiffre de 25 francs les cent kilogrammes pour le houblon, chiffre qui est celui du tarif conventionnel allemand, et demeure inférieur de 5 francs au droit de 50 francs perçu en France. A titre de comparaison, mentionnons que les droits d'entrée sont en Russie de 85 francs, aux Etats-Unis de 140 francs.

Est-il nécessaire de dire, que les signataires du projet de loi, en déposant cette proposition, n'ont nullement en vue d'atteindre l'industrie de la brasserie?

L'incidence du droit a fait l'objet des préoccupations de tous ceux qui ont préconisé des droits d'entrée sur le houblon.

Le rapport de la Commission provinciale d'agriculture de la Flandre orientale sur l'état du commerce des produits agricoles, adopté par cette assemblée, à l'unanimité des voix, en 1902, estime que « la quantité de houblon employée par hectolitre ne dépassant pas 500 à 400 grammes, un droit de 20 centimes par kilogramme, entraînerait une augmentation de 6 centimes de frais de production par hectolitre, charge insignifiante étant donné le prix élevé de vente des bières dites allemandes. »

La pétition adressée à la Chambre le 22 avril 1903, par la Commission d'études pour l'amélioration de la culture et du commerce du houblon à Alost, et signée au nom de cet organisme par MM. Gheeraerts, président, et Reyniers, secrétaire, examine cette question avec plus de détails et conclut comme suit :

« Les brasseries à fermentation basse emploient, en moyenne, 400 grammes de houblon par hectolitre de bière. Par un droit de 25 francs aux 100 kilogrammes, un hectolitre de bière serait frappé de fr. 0.10.

» Les brasseries à haute fermentation emploient, en moyenne, pour la bière de 5.2° (de densité), 2 kilogrammes de houblon indigène, (*Petit Journal du Brasseur*, 1901, p. 66), par 100 kilogrammes de malt versé, ou 280 grammes par hectolitre; le droit grèverait donc l'hectolitre de bière de fr. 0.07, si le droit d'entrée fait hausser le prix du houblon de 25 francs. »

Ces chiffres basés sur les données mêmes fournies par la brasserie, n'ont jamais été sérieusement contestés.

Ils établissent d'une façon irréfutable, qu'un droit d'entrée de 25 francs ne peut préjudicier à l'industrie de la brasserie, ni renchérir le prix de la bière en gros ou en détail.

Toutefois, vu le grand désir qu'ont les soussignés de donner à la brasserie une preuve décisive de la loyauté de leurs intentions, ils déclarent qu'ils se rallieront volontiers à toute mesure fiscale ou douanière, qui aurait pour effet de favoriser les brasseurs, dans la mesure minime où pourrait éventuellement les atteindre le vote de la présente proposition de loi.

Le rapport de la Commission du houblon, instituée par l'arrêté du 28 décembre 1903, apporte d'ailleurs le témoignage des efforts réalisés par la brasserie, depuis quelques mois, en vue de contribuer à l'amélioration de la culture du houblon, et la démonstration palpable, de la valeur intrinsèque que possèdent nos produits indigènes, valeur que la collaboration cordiale de la brasserie et de la culture mettra de plus en plus en lumière.

Nous faisons un appel au bon sens traditionnel de la corporation des brasseurs, et à la solidarité qui l'unit à la culture, pour exprimer l'espoir qu'elle appréciera avec modération un projet réclamé avec instance par l'agriculture, et justifié amplement, et par la situation précaire des planteurs de houblon, et par la législation douanière de pays tels que l'Allemagne et la France.

Le projet prévoit que le droit d'entrée sur les houblons et la lupuline ne sera perçu qu'à partir du 1^{er} mars 1906, parce que le Gouvernement a indiqué cette date, comme étant celle de la mise en vigueur probable du régime douanier, inauguré par le traité de commerce du 22 juin 1904.

R. COLAERT,
L. DE BÉTHUNE,
L. DE COSTER,
J. VAN DER LINDEN,
F. VAN MERRIS,
CH. WOESTE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 1^{er} mars 1906, il sera établi sur les marchandises ci-après dénommées les droits d'entrée suivants :

Houblons, les 100 kilogrammes, fr. 25.00
Lupuline, — 37.50

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

Te rekenen van 1 Maart 1906, worden op de hierna genoemde waren de volgende invoerrechten geheven :

Hop, per 100 kilogram. . fr. 25.00
Lupuline, — 37.50

R. COLAERT,
L. DE BÉTHUNE,
L. DE COSTER,
J. VAN DER LINDEN,
F. VAN MERRIS,
CH. WOESTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1905.

Wetsvoorstel tot wijziging van het toltarief en invoering van een inkomend recht op uitlandsche hop.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert lang vragen de landbouwers dat er eene belasting op den invoer van uitlandsche hop worde gelegd.

Ter vergadering van 19^e Februari 1902, trad de Centrale Landbouwmaatschappij van België, na het verslag van Baron L. de Bethune over het vraagstuk te hebben gehoord, eenparig toe tot de navolgende conclusiën, samengevat door den heer professor Leplae :

- « De Centrale Landbouwmaatschappij van België ;
- » Gezien den zeer ongunstigen toestand der hopteelt in België uit hoofde van den volstrekt vrijen invoer van de uitlandsche hop ;
- » Gezien de groote kosten verwekt door de hopteelt en de pogingen in al de hopstreken van België aangewend tot verbetering der hopteelt ;
- » Gezien het aanzienlijk bedrag van de loonen door de hopteelt betaald en die ruimschoots ten goede komen aan de arme arbeidersbevolking der hopstreken ;
- » Gezien zeer weinig belgische biersoorten uitlandsche hop vereischen bij 't brouwen ;
- » Gezien de Regeering, de rechten, bij voortkomend geval te leggen op hop en mout, gemakkelijk kan vergoeden door het invoerrecht op uitlandsch bier te verhoogen ;
- » Gezien vooral de hooge rechten waarmede de hop werd getroffen in Frankrijk, en het nog hooger recht waarvan de stemming in Duitschland gevraagd wordt ;
- « Verzoekt de Regeering over te gaan tot de herziening van de bestaande wetten die de hop vrij van rechten in België laten binnenkomen, en een voldoende recht te leggen op de uitlandsche hop. »

Het verslag van den Hoogeren Landbouwwaad, die het vraagstuk onderzocht in den loop van den zittijd van 1902, komt insgelijks tot het besluit « dat een invoerrecht van ten minste 25 frank per 100 kilo op de hop worde gelegd. »

Anderzijds, werd in zeer talrijke tot de Wetgevende Kamers gerichte verzoekschriften vrijen invoer van onze hop in de vreemde landen gevraagd of, bij gebrek aan dien vrijen invoer, de instelling van een invoerrecht op uitlandsche hop.

In een verslag, de Kamer aangeboden over een verzoekschrift van inwoners van Assche, gedagteekend 13 Mei 1901, om namelijk vrijen invoer voor de belgische hop in de naburige landen te verkrijgen, zegde de achtbare heer Feron den 8^e Augustus 1901 :

« Het ware te wenschen dat men het verzoek van het Landbouwcomice van Assche kon inwilligen. De hopteelt in België verkeert immers in uitzonderlijke nadeelige omstandigheden :

« Terwijl uitlandsche hop vrij van rechten in ons land binnenkomt, is de belgische hop, bij den invoer in Duitschland belast met een recht van 14 mark of fr. 17.50 de 100 kilo.

« Het invoerrecht in Frankrijk bedraagt 30 frank.

» Dat is eene schreuwende ongelijkheid. »

Ter zitting van 7 Mei 1903 bracht ons betreurd medelid, de heer Beauduin, namens de bestendige Commissie voor de Nijverheid, insgelijks verslag uit over talrijke verzoekschriften aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers gezonden door de belanghebbende landbouwers en de landbouwcomice, vragende dat een invoerrecht worde gelegd op uitlandsche hop, en terzelfder tijd over de verzoekschriften van brouwers opkomende tegen datzelfde invoerrecht. In dat verslag besluit de heer Beauduin als volgt :

« Dus is het eindbesluit dat, moeten onze hopvoortbrengers trachten hunnen toestand zelven te verbeteren door verbetering van hun voortbrengsel, en aldus te herwinnen de vrije markten die zij verloren, de Regeering evenwel tot plicht heeft om, bij onderhandeling over onze handelsverdragen, krachtadig de belangen der hopteelt te verdedigen. 't Valt ons moeilijk te gelooven dat Duitschland, dat schier nagenoeg al de hop invoert die in België komt, op onzen invoer ten zijnent een verbodsrecht zou willen leggen, nagenoeg gelijkstaande met de waarde van het getroffen voortbrengsel; welnu, er dient opgemerkt dat het in Duitschland aangenomen tarief geen minimum is en niet verhinderen zou dat er overeengekomen werd voor een lager tarief.

» Niet in den zin ten voordeele van belasting bij den invoer in België, maar wel in de meening dat de Regeering de grootste pogingen dient aan te wenden om in Duitschland vrijen invoer van Belgische hop te verwerven, doen wij u het voorstel om de ons voorgelegde verzoekschriften te verzenden naar den heer Minister van Financiën en den heer Minister van Landbouw. »

Ter vergadering van 22 Mei 1903 werd door de heeren De Backer en Daens een wetsvoorstel ingediend, bepallende « dat op vreemde hop een recht wordt geheven gelijkstaande met dit waarmede de Belgische hop is belast. »

De middenafdeeling, die dat wetsvoorstel onderzocht, verwierp het en het Verslag van den achtbaren heer Verhaegen besluit nagenoeg in dezelfde bewoordingen als dat van den heer Beauduin.

« Wat het aanstaande handelsverdrag met Duitschland betreft, drukt de middenafdeeling den wensch uit dat het vraagstuk der rechten op hop voorbehouden worde en het onderwerp zij van latere bijzondere schikkingen tusschen de twee landen. Zij hoopt daarenboven dat de Regeering, gesterkt door de billijkheid van dergelijke vraag, er in zal gelukken onze machtige naburen te doen afzien van alle invoerrechten op Belgische hop.

» Daar Duitschland hopsoorten voortbrengt die over 't algemeen beter zijn dan de Belgische, heeft dat land onze mededinging niet te duchten noch hinderpalen op te werpen tegen de overrompeling van zijn grondgebied door onze hop.

» De middenafdeeling acht dat, indien het vraagstuk der invoerrechten op Belgische hop in Duitschland afzonderlijk kan afgehandeld worden en geen deel uitmaken van eene algemeene overeenkomst, die ten koste onzer hopteelers zou gesloten zijn of schijnen, de toestand der onderhandelaars van Belgische zijde sterker zou wezen tegenover de onderhandelaars van Deutsche zijde.

» De vrees dat België een tolstelsel van wederkeerigheid kan aannemen, zou mogelijk tot de afschaffing leiden van de invoerrechten op Belgische hop in Duitschland. »

Als gevolg op het voorstel van den heer Woeste, ter Kamerzitting van 8 Juli 1903, werd door den Minister van Landbouw, bij besluit van 28 December 1903, eene commissie aangesteld, hebbende tot opdracht uit te zien naar alle maatregelen van aard om den toestand der hopteelers te verbeteren. Deze Commissie, voorgezeten door den heer De Bruyn, verrichtte uitmuntend werk, inzonderheid met het oog op het verbeteren van de teelt, de rangschikking onzer inlandsche hop en het verwekken van nieuw vertrouwen onder hopteelers en brouwers.

Het Verslag, op 30 November 1904 door de Commissie aangeboden, verklaart de tol-quæstie voor te behouden.

Het Verslag stelt echter vast dat, bij het onderzoek in de hopstreken, de landbouwers den vrijen invoer voor onze hop in de vreemde landen, of ten minste vermindering van de rechten door die landen geheven, zooniet, de wederkeerigheid hebben gevraagd.

Het handelstractaat van 22 Juni 1904, gesloten tusschen België en het *Zollverein*, schenkt gedeeltelijk voldoening aan de hierboven uitgedrukte wenschen. Terwijl het tractaat van 6 December 1891 verdragsgewijs de heffing huldigde van een recht van fr. 17.50 op onze hop bij den invoer in Duitschland, en den vrijen invoer van de Deutsche hop in België, wordt in

het nieuw tractaat van 22 Juni 1904 de vrijheid van beide landen voorbehouden, hun wederkeerig het voordeel verzekerende van het beding der meest begunstigde natie.

Uit dat alles blijkt, eenerzijds, dat de Belgische hop bij den invoer in Duitschland, niet het recht van het algemeen tarief zal betalen, maar het verlaagde recht van het conventioneel tarief toegestaan aan de meest begunstigde natie, dat is, in deze, Oostenrijk-Hongarije, dus 20 mark of 25 frank; anderzijds, dat het invoeren van een eenvoudig wederkeerig tarief, zooals dat voorgesteld door de heeren Daens en De Backer, al ware het nog toepasselijk in beginsel, feitelijk zou leiden tot de bevestiging van algeheelen vrijen invoer voor uitlandsche hop, juist omdat het samen gaat met het beding der meest bevoordeelde natie.

Wil men eene ernstige voldoening schenken aan de eischen der hopteelers, dan is het dus onontbeerlijk een vast invoerrecht te heffen op de hop en de lupuline, die er een surrogaat van is.

Dat wordt bedoeld door het onderhavig wetsvoorstel.

Na rijpe beraadslaging, denken de ondergeteekenden vrede te mogen hebben met het bedrag van 25 frank per 100 kilo voor de hop, bedrag gelijkstaande met dit van het conventioneel tarief in Duitschland, en 5 frank lager dan het recht van 30 frank, dat in Frankrijk wordt geheven. Laten wij zeggen, als punt van vergelijking, dat de invoerrechten 85 frank bedragen in Rusland, en 140 frank in de Vereenigde Staten.

Is het wel noodig te zeggen, dat de onderteekenaars van het wetsvoorstel, dat voorstel doende, geenszins ten doel hebben de brouwerij te treffen?

Alwie invoerrechten op de hop voorstond, bekreunt zich om de zaak te weten op wie het recht zou drukken.

Het Verslag door de provinciale Landbouwcommissie voor Oost-Vlaanderen opgemaakt over den toestand van den handel in landbouwvoortbrengselen, door deze Vergadering eenparig aangenomen in 1902, acht dat « vermits er niet meer dan 300 tot 400 grammen hop per hectoliter wordt gebezigd, een recht van fr. 0.20 per kilo, de voortbrengingskosten met fr. 0.06 per hectoliter zou vergrooten, wat onbeduidend is, gezien den hoogen verkoopprijs van de zoogenaamde Duitse biersoorten ».

Het verzoekschrift op 22 April 1903 aan de Kamer gestuurd door de Commissie te Aalst aangesteld met het oog op het verbeteren van de hopteelt en den hophandel en namens deze instelling onderteekend door de heeren Gheeraerts, voorzitter, en Reyniers, secretaris, onderzoekt dat punt meer omstandig en besluit als volgt :

« De brouwerijen met lage gisting bezigen gemiddeld 400 grammen hop per hectoliter bier. Een recht van 25 frank per 100 kilo zou dus een hectoliter bier treffen met fr. 0.10.

» De brouwerijen met hooge gisting bezigen gemiddeld, voor bier met 3°.2° (densiteit), 5 kilo inlandsche hop (*Petit Journal du Brasseur*, 1901, bl. 66), per 100 kilo gestort mout, of 280 gram per hectoliter; het recht zou dus den hectoliter bier treffen met fr. 0.07 ingeval het invoerrecht den prijs der hop met 25 frank doet stijgen. »

Die cijfers, gesteund op de inlichtingen gegeven door de brouwerij, werden nooit ernstig betwist.

Zij bewijzen op onwederlegbare wijze dat een invoerrecht van 25 frank geen nadeel kan berokkenen aan de brouwerij, noch den prijs van 't bier per ton of per glas doen opslaan.

Niettemin, daar de ondergeteekenden vurig verlangen aan de brouwerij een afdoend bewijs te leveren van de rechtschapenheid hunner inzichten, verklaren ze, dat zij zich volgaarne willen aansluiten bij elken accijns- of tolmaatregel die voor gevolg zou hebben de brouwers te bevoordeelen in de geringe mate waarin de stemming van onderhavig wetsvoorstel ze zou kunnen treffen.

Het Verslag van de Commissie voor de hop, ingesteld bij besluit van 28 December 1903, levert overigens het bewijs van de pogingen sedert eenige maanden door de brouwerij aangewend om bij te dragen tot het verbeteren van de hopteelt, en het tastbaar bewijs van de innerlijke, wezenlijke waarde onzer inlandsche hop, waarde die steeds meer zal blijken, dank zij de hartelijke samenwerking van brouwers en hopkweekers.

Wij doen een beroep op het aloude gezond verstand van het brouwersambacht en op de solidariteit onder brouwers en hopkweekers, om de hoop uit te drukken dat zij de beteekenis niet zullen overdrijven van een wetsvoorstel, dat met aandrang door den Landbouw wordt gevraagd en ruimschoots is gerechtvaardigd en door den bedenkelijken toestand waarin de hopkweekers zich bevinden en door de toltarieven van landen als Duitschland en Frankrijk.

Het wetsvoorstel voorziet dat het invoerrecht op de hop en de lupuline slechts te rekenen van 1 Maart 1906 zal worden geheven, omdat de Regearing dien datum heeft aangewezen als zijnde de datum waarop het toltarief, gehuldigd door het handelsverdrag van 22 Juni 1904, waarschijnlijk in werking zal treden.

R. COLAERT,
L. DE BETHUNE,
L. DE COSTER,
J. VAN DER LINDEN,
F. VAN MERRIS,
CH. WOESTE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 1^{er} mars 1906, il sera établi sur les marchandises ci-après dénommées les droits d'entrée suivants :

<i>Houblons</i> , les 100 kilogrammes,	fr. 25.00
<i>Lupuline</i> , —	37.50

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

Te rekenen van 1 Maart 1906, worden op de hierna genoemde waren de volgende invoerrechten geheven :

<i>Hop</i> , per 100 kilogram.	. fr. 25.00
<i>Lupuline</i> , —	37.50

R. COLAERT,
L. DE BÉTHUNE,
L. DE COSTER,
J. VAN DER LINDEN,
F. VAN MERRIS,
CH. WOESTE.